

**INJONCTION A PAYER LA COTISATION :
LE MINISTRE INTERPELLE L'ORDRE**

Dans un courrier daté du 16 Mars 2012 au Président de l'Ordre National Infirmier, le Ministre Xavier BERTRAND demande explicitement à l'Ordre de suspendre son action en direction des infirmier(e)s pour les obliger à régler leur cotisation.

Pour mémoire, cet appel à cotisation s'opérait via un Cabinet de recouvrement de créances. Face à ce scandale, nous sommes intervenus lors du Conseil Supérieur de la Fonction Publique Hospitalière dénonçant tant le fond (nous sommes contre l'Ordre) que la forme (Recours à un Cabinet de recouvrement de dettes).

Aujourd'hui, nous enregistrons avec satisfaction que même si l'Ordre n'est pas totalement à terre, le plus haut niveau de l'Etat s'inquiète des conditions dans lesquelles cette structure opère son office.

S'agissant de Force Ouvrière, nous réaffirmons notre opposition pleine et entière à l'Ordre.

- ❖ Non à l'obligation de payer pour travailler
- ❖ Non au fichage des personnels infirmiers, médico-technique et de rééducation
- ❖ Abrogation de l'Ordre Infirmier

Si une étape vient d'être franchie, nous ne devons pas « baisser le pied » et continuer notre action contre toute instauration d'ordres nouveaux et l'abrogation des ordres professionnels.

Nous continuons de soutenir les personnels infirmiers soumis à la pression de leur administration pour adhérer à l'ordre et maintenons la notre sur les pouvoirs publics aux fins de voir notre revendication d'abrogation à l'ordre aboutir.

Paris, le 20 Mars 2012
